Modèle d’arrêté pour exercer un mandat d’élu local

**ARRETE DE MISE EN DISPONIBILITE**

**DE DROIT POUR EXERCER UN MANDAT D’ELU LOCAL**

**DE M/Mme ................................, GRADE .................................**

***(Fonctionnaire titulaire)***

Le Maire (ou le Président) de ………,

Vu le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L511-1 et L514-1 à L514-8

Vu l’ordonnance n°2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique,

Vu la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

Vu le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité et de congé parental des fonctionnaires territoriaux,

Vu la demande écrite en date du …… de mise en disponibilité pour exercer un mandat d’élu local, présentée par M ……..……, pour une durée de …… à compter du ……..…,

Considérant que la disponibilité pour exercer un mandat d’élu local est accordée de droit,

ARRETE

ARTICLE 1:

A compter du ……, M/Mme ……… est placé(e) en disponibilité pour exercer un mandat d’élu local pour une durée de ………….

ARTICLE 2 :

Pendant cette période, M/Mme ……………… ne perçoit aucune rémunération et cesse de bénéficier de ses droits à l’avancement et à la retraite,

ARTICLE 3 :

M/Mme ……… devra solliciter sa réintégration ou la prolongation de la disponibilité trois mois au moins avant l’expiration de la période de disponibilité en cours. A défaut, M/Mme ……… pourra être radié(e) des cadres et perdre sa qualité de fonctionnaire,

ARTICLE 4:

Le Directeur Général des services (le Secrétaire de Mairie ou le Directeur) est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Notifié à l'intéressé(e).

Ampliation adressée au :

- Président du Centre de Gestion,

- Comptable de la collectivité.

Fait à …… le …….,

Le Maire (ou le Président),

*(Prénom, nom lisibles et signature)*

**Notifié le :**

**Signature :**

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |

Le Maire (ou le Président),

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours hiérarchique préalable exercé dans un délai de deux mois à compter de la présente notification, éventuellement suivi d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter, soit de la réponse de l’administration, soit de la décision implicite de rejet de cette dernière

***Le présent modèle proposé par le Centre de Gestion est indicatif : il appartient à l’autorité territoriale
de vérifier qu’il correspond à ses besoins et de l’amender le cas échéant.***